



Marie Arena

Le 13 septembre 2017

Eurodéputée PS (Groupe S&D)

Un discours social sur l'État de l'Union : Il reste à J.Juncker à convaincre son propre camp politique afin que l'on puisse passer de la parole aux actes !

Ce 13 septembre 2017, Monsieur Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a donné sa vision de l'union européenne dans son discours de politique générale de rentrée.

Si le discours se veut positif en rappelant la vision d'une Europe qui protège, qui assiste, qui défend, une Europe solidaire et efficace, il reste néanmoins peu convaincant quant aux initiatives concrètes que l'Europe apportera aux besoins des citoyens.

Maria Arena, Eurodéputée PS : « Il n'est pas certain du tout que les citoyens partagent le même avis que le Président de la Commission lorsqu'il déclare : « l'Europe qui a été à la hauteur de leurs attentes. »

Quelles sont les attentes des citoyens aujourd'hui ?

Une libéralisation régulée au service des citoyens et non des multinationales

Comme annoncé, la Commission envisage de continuer sur sa lancée de libéralisation à outrance des biens et services, avec l'annonce de divers accords qui devraient être conclus avant la fin de l'année.

« La transparence totale dans la publication des mandats de négociation de ce type d'accord a été le maître mot de Juncker ce matin. C'est bien ! Néanmoins, lorsqu'on sait que le dernier accord en date, le JEFTA (accord UE/ Japon) a été conclu dans l'opacité la plus totale, on peut se poser des questions quant à la sincérité de la Commission. Monsieur Juncker annonce que certains de ces accords devront être conclus avant la fin d'année. Cet empressement ne paraît pas de bon augure quand on parle de transparence. De même, alors que les citoyens sont de plus en plus inquiets face aux conséquences sociales et environnementales de tels accords, il n'a pas été question de régulation sociale, ni environnementale dans ce discours de rentrée. » Déclare la Députée.

Une Europe sociale qui offre des emplois de qualité, une protection sociale, des conditions de travail équitables.

Maria Arena : « Cette Europe sociale, J. Juncker l'avait annoncée en octobre 2014. On voit aujourd'hui que les avancées sont maigres. Là encore, la commission fait l'inverse et propose, par les accords commerciaux, de nouveaux marchés ailleurs. Les bénéficiaires de ce type d'accord restent avant tout les multinationales qui délocalisent pour aller chercher de la main d'œuvre meilleure marché. »

« Jean-Claude Juncker propose une autorité commune pour gérer le marché de l'emploi, néanmoins on est en droit de se demander si celui-ci pourra effectivement voir le jour

lorsqu'on sait que le PPE (le parti de Jean-Claude Juncker) s'oppose systématiquement à toute nouvelle proposition qui pourrait donner moins de droits aux multinationales et plus aux travailleurs » Poursuit la Socialiste.

Des solutions structurelles à la migration

« Lorsque le Président Juncker parle de solution au phénomène des migrants, il parle de fermeture des frontières européennes, de recrutement de gardes Côtes, etc. Aucune piste de solution quant aux causes économiques de la migration, n'a été mentionnée. »

« J'aurais souhaité plus d'initiatives politiques aujourd'hui! Je ne pense pas que le citoyen soit plus rassuré maintenant quant à son avenir. » Conclut Maria Arena

Contact :

Vasanthi FAGARD

0478956403

vasantha.fagard@europarl.europa.eu